

Référendum pour la justice

Par Guillermo Alvarado/RHC



Le Sénat de la République du Mexique a approuvé la semaine dernière la tenue d'un référendum populaire, proposé par le président Andres Manuel Lopez Obrador. Les Mexicains seraient donc appelés à se prononcer sur la poursuite devant des tribunaux de cinq anciens présidents de ce pays pour divers crimes, qui auraient été commis sous leur administration.

Cela a donné le feu vert à la décision prise précédemment par la Cour suprême de justice et le dossier est passé à la Chambre des députés, où la coalition Morena dispose d'une légère majorité et a le soutien d'autres partis.

López Obrador a qualifié cette consultation de nouveau pas vers la justice et la réparation des dommages au Mexique.

Dans sa proposition, il affirme que de 1988 à 2018, la nation a vécu une période caractérisée par une concentration excessive des richesses, la privatisation des biens publics, une corruption généralisée, la fraude électorale, des violations massives des droits de l'homme et une augmentation de la violence au

niveau national.

Les anciens présidents qui seront finalement jugés sont Carlos Salinas de Gortari, Ernesto Zedillo et Enrique Peña Nieto, tous trois du Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, ainsi que Vicente Fox et Felipe Calderón, ces deux derniers du Parti d'action nationale, PAN.

Contre Salinas de Gortari figure la remise de nombreuses entreprises d'État à des capitaux privés locaux et étrangers dans des conditions préjudiciables à l'État.

Son successeur, Ernesto Zedillo, sera responsable de la privatisation des biens publics, y compris les chemins de fer nationaux, ainsi que de la dette pour le sauvetage des banques privées en 1998.

Vicente Fox, le premier président qui n'a pas appartenu au PRI pendant plusieurs décennies dans l'histoire récente du Mexique, est lié à l'extension du pouvoir du trafic de drogue, ainsi qu'à la fraude aux élections que López Obrador a perdu en 2006, au profit de Felipe Calderón, également du PAN.

Ce dernier a lancé la soi-disant guerre contre les mafias du trafic de drogue, qui a établi le pouvoir de ces groupes et a causé des centaines de milliers de morts et de disparitions.

Peña Nieto aurait participé à un plan de corruption lié à l'entreprise brésilienne Odebrecht et ne tient qu'à un fil après la capture et les aveux de son ancien subordonné Emilio Lozoya, ancien directeur du consortium PEMEX, la compagnie des pétroles du Mexique.

Il reste à voir si les actions en justice engagées contre eux aboutiront ou non, mais un vote massif en faveur du oui lors du référendum populaire créera un précédent moral écrasant au Mexique.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/236518-referendum-pour-la-justice>



Radio Habana Cuba